

Question 1 :

Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi de livres neufs ?

A ce tarif-là, en prenant compte du rapport poids colis/marge dégagée, un certain nombre de commandes seront expédiées sans que l'on puisse réellement faire de marge, ou nous feront même perdre de l'argent. Les ouvrages les plus vendus en France (généralement fournis par les « gros » fournisseurs, avec qui nous avons les meilleures marges) sont principalement vendus sur les « grosses » plateformes « grand public » telles que Amazon, Fnac, Cultura etc. Pour les librairies indépendantes, où la clientèle recherche des titres plus « spécialisés » fournis par des éditeurs/fournisseurs moins importants, la marge peut fondre considérablement, notamment lorsque ceux-ci nous facturent l'envoi de leurs ouvrages au prix d'un Colissimo. Pour les plus petits éditeurs, la remise « libraire » est quasiment absorbée par le prix du Colissimo qui nous est facturé. Si nous « perdons » aussi de l'argent sur le prix de vente du Colissimo, nous vendons donc à perte (en comptant tous les coûts cachés). Par ailleurs, vendre à 3 € l'envoi d'un Colissimo, c'est quasiment vendre à moitié prix ce que La Poste nous facture (selon les accords négociés). Il faut aussi prendre en compte l'augmentation du prix du packpost (emballage), du papier bulles, de la relève quotidienne de la Poste, les salaires des préparateurs de commandes etc. Nous pensons que demander 5.00 € ou 5.50 € comme tarif minimum, nous permettrait d'obtenir 4.00 € comme tarif minimum à la sortie de la loi.

Question 2 :

Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0.01 € ?

Pratiquer l'expédition gratuite (ou à 0.01 €) à partir d'un certain seuil pourrait booster le montant du panier moyen. Sauf que, cela reviendrait à dire que nous offrons un service qui nous est pourtant facturé. Et ce service nous est facturé en fonction du poids du colis et pas en fonction de notre marge sur la commande. Pour une commande d'un seul ouvrage à 25.00 € qui pèserait ne serait-ce que 1 kg, nous ferait perdre de l'argent. Et puis, ne pas faire payer le service de livraison aux clients pourrait à terme contribuer à fermer un bon nombre de librairies, à l'heure où celles-ci étaient pourtant considérées comme « commerces essentiels » encore récemment. Les futures générations prendraient ainsi l'habitude de se faire livrer à domicile et ne sauraient plus faire la différence entre une librairie (qui fait des choix) et une marketplace ou un entrepôt où tous les livres sont disponibles, sur un simple clic. Pourquoi offrir un service payant qui, à terme, pourrait nous faire fermer ? Pourquoi ne pas tout simplement baisser le prix du Colissimo à partir d'un certain seuil, 2€ en prix minimum, ne serait-ce que pour rappeler aux clients qu'une expédition à un coût financier, et surtout écologique.

Question 3 :

Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait à 0.01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Si un seuil de gratuité est appliqué, alors celui-ci devrait être au plus haut. Toutes les librairies ont des accords différents auprès des différents transporteurs. Aussi, tous les livres n'ont pas le même ratio marge/poids. Fixer la gratuité de l'expédition à 25.00 € (soit à peine plus qu'un grand format) ne changerait à priori rien à ce qui est pratiqué à l'heure actuelle avec la loi en cours. Sauf qu'il faut penser que le prix du papier augmente, le prix du carton augmente, et le prix du livre pourrait aussi, par conséquent, augmenter significativement. Ne pas faire payer la livraison à partir de 25.00 d'achat nous contraindrait à augmenter drastiquement notre volume d'expéditions afin de combler le déficit provoqué par la perte sèche du service qu'est l'expédition. Encore une fois, nous ne parlons pas de tous les « coûts en plus » tels que le fonctionnement d'un site internet, le salaire des préparateurs de commande, l'emballage etc. (comme vu précédemment).

Question 4 :

Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

5.3.3 : Comment appliquer cette proposition ? Comment nos différents systèmes d'informations pourraient juger à l'avance si les préparateurs de commandes devront faire un ou plusieurs envois pour une commande (en fonction du volume et/ou du poids, incluant le papier bulles et autres types de protections pour ne pas se retrouver avec un colis endommagé, retourné, et renvoyé intégralement à nos frais). Comment demander le consentement, et après paiement, d'un supplément pour une nouvelle expédition ? Cette proposition ne serait applicable, à notre sens, que pour les différentes disponibilités (« en stock »/« sur commande », pré-commandes, en réimpression etc.) où une expédition fractionnée serait « obligatoire ». Nous ne pouvons « retenir en otage » une commande en attendant la sortie d'un titre lié à cette même commande.

Question 5 :

Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.

Pourquoi ne pas négocier avec la Poste/Colissimo, un tarif « livre » qui permettrait aux plus petites maisons d'édition/fournisseurs d'expédier leurs ouvrages aux librairies à moindre frais ? Cela permettrait dans de nombreux cas de faire baisser leurs coûts d'envoi et donc d'augmenter nos marges. Cette croissance permettrait plus facilement de proposer des coûts de livraison compétitifs aux clients, in fine. De plus, à l'heure actuelle, si ceux-ci envoient leurs livres en Colissimo, cela absorbe la quasi-totalité de notre remise libraire, et pour un envoi en « lettre verte », le/les livres arrivent fréquemment défectueux (puisque pochette à bulles au lieu d'un packpost cartonné), quand ils arrivent jusqu'à nous (pas de réel suivi sur certains types d'envoi à moindre coût).